LA POPULARITÉ DE LA CHANCELIÈRE ALLEMANDE AU ZÉNITH

PAS DE CRISE POUR MERKEL

© I. EISELE/AFP

La chancelière allemande Angela Merkel, en septembre dernier à Berlin.

BIO EXPRESS

1954. Angela Kasner naît le 17 juillet à Hambourg. Elle est la fille d'un pasteur protestant. La famille s'installe peu après en RDA.

1977. Elle épouse le physicien Ulrich Merkel. Ils divorcent en 1982.

1986. Elle obtient son doctorat de physique (mention très bien).

1991. Elle devient ministre des Femmes et de la Jeunesse du gouvernement d'Helmut Kohl.

1998. Angela se remarie avec le professeur de chimie Joachim Sauer. Ils n'ont pas d'enfant.

2000. Elle est élue pour succéder à Wolfgang Schäuble à la présidence de la CDU.

2005. En novembre, Angela Merkel est élue au poste de chancelier fédéral. Elle est réélue à ce poste en 2009.

Angela Merkel, qui doit être réinvestie d'ici à demain soir à la tête de la CDU, a toutes les chances de rester chancelière après 2013.

En Europe, elle est la mère austérité qui met les pays endettés à genoux. Mais en Allemagne, Angela Merkel est perçue comme celle qui fait entendre raison aux autres. A 58 ans, la chancelière, à la tête du pays depuis 2005, doit être réinvestie à la tête de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), lors du congrès qui a lieu aujourd'hui et demain. Son objectif : remporter les législatives de septembre 2013 pour un troisième mandat… Et rester la seule dirigeante de l'Union européenne à survivre à la crise, qui a balayé nombre de ses anciens partenaires, dont le Français Nicolas Sarkozy, l'Espagnol José Luis Zapatero ou le Grec George Papandréou.

Des réformes lancées avant la crise

Du jamais vu depuis la guerre pour un dirigeant allemand : la cote de popularité de la chancelière atteint les 68 %, selon une étude de l'institut allemand Infratest. De quoi faire pâlir ses voisins : le président François Hollande est crédité de 39 % d'opinions favorables (baromètre CSA de novembre) après seulement sept mois au pouvoir. Ce succès, elle le doit au fait que son pays a beaucoup moins souffert que ses voisins de la crise. L'Allemagne avait engagé des réformes structurelles au début des années 2000, du temps du chancelier Schröder (libéralisation du marché du travail, réduction des dépenses de l'Etat). Aujourd'hui, Berlin continue de bénéficier, grâce à son économie solide, de faibles taux d'intérêts. Et malgré des signes d'essoufflement, la croissance est là (+0,9 % en 2012, selon l'OCDE, contre -6,3 % pour la Grèce), dopée en partie par les exportations. L'Allemagne affiche notamment un taux de chômage de 5,4 % en octobre, contre 26,2 % en Espagne, selon l'office de statistiques Eurostat.

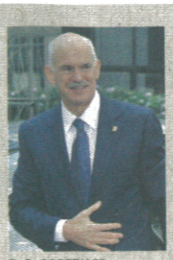
«Mère de famille bienveillante»

Même si son parti a subi des revers électoraux dans les Länder et les grandes villes, «Angie» sait encore rassembler. «Elle incarne l'autorité, le sérieux et le calme, note Yann-Sven Rittelmeyer, chercheur à l'Ifri. Il y a en Allemagne un attachement vis-à-vis de cette personne qui a su rester simple, qui n'étale pas sa vie privée. Elle a un peu l'image de la mère de famille bienveillante.» Cette fille de pasteur protestant au style sobre a su se démarquer sur la scène internationale en montrant son attachement à l'austérité budgétaire, qu'elle considère comme le meilleur moyen de sortir de la crise. Et les Allemands sont derrière elle. Comme l'explique Yann-Sven Rittelmeyer, «les critiques des autres pays européens, qui accusent Merkel de les asphyxier, sont mal vécues. Les Allemands considèrent cela comme de l'ingratitude, compte tenu des efforts financiers que fait le pays pour venir en aide aux autres». •

Sur Direct Matin.fr

Le décryptage du spécialiste de l'Allemagne, Yann-Sven Rittelmeyer.

Ils ont chuté



© G. GOBET/AFP

George Papandréou

Le Premier ministre grec a dû quitter son poste en novembre 2011 sous la pression de ses partenaires de l'UE, après avoir annoncé un référendum (qui n'a pas eu lieu) sur un plan de sauvetage de son pays.

© LUCA BRUNO/AP/SIPA

Silvio Berlusconi

Le chef du gouvernement italien s'est retiré en novembre 2011 alors que le pays était en pleine tourmente financière. Son maintien aurait pénalisé Rome en raison de la méfiance des marchés à son égard.

© E. FEFERBERG/AFP

José Luis Zapatero

Malmené par les mesures d'austérité, le Premier ministre espagnol avait annoncé, en avril 2011, ne pas être candidat à un 3e mandat. Il a convoqué des élections anticipées en novembre, que son parti (PSOE) a perdues.